

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Éditorial:



Illustration de Titom
Licence Creative Commons by-nc-nd 2.0 be

BHV comme *Brave Heroes' Victory!* Seuls Européens consultés, les Irlandais ont massivement dit *No* au Traité de Lisbonne, la copie de la défunte constitution européenne. Ils l'ont dit au nom de tous les Européens auxquels on refuse le droit de s'exprimer. La déferlante médiatique des élites ne s'est pas fait attendre. La voix quasi hégémonique dans les médias des «oui-ouïstes» aura avancé, pour justifier sa morgue antidémocratique, «*la complexité trop grande du texte*», alors que le moindre programme électoral de parti fait 200 pages. Doit-on revenir au vote censitaire? Par ailleurs, le vote massif des parlements français ou hollandais, favorable au traité, a montré le gouffre entre l'opinion des peuples traduite dans les référendums et le vote d'élus nationaux coupés de la réalité sociale. On aura aussi eu droit à des couplets moralistes sur le manque de reconnaissance des Irlandais nourris aux subsides européens. Une même logique imposerait-elle, selon nos moralistes, aux francophones d'accepter toutes les revendications flamandes au nom des transferts nord-sud?

L'Union européenne a réduit l'Europe à une triste machine à broyer les peuples et leurs droits sociaux. Tout en continuant à faire la différence entre le

projet européen tel que conçu par les forces progressistes d'après-guerre et celui des tenants du marché unique, on peut se demander si le mal de la construction européenne est inné ou s'il s'agit d'une dégénérescence. L'essentiel est toutefois de voir comment en sortir. La «gauche de la gauche» qui s'est opposée à cette Europe doit montrer que c'est elle qui est l'essence de l'Europe véritable, une Europe de paix et de coopération permettant de contrer l'impérialisme américain et de proposer un autre modèle économique. Le retour à des projets axés sur les États nationaux semble de nos jours bien compromis en Europe. La nature de nos échanges économiques et la profondeur des réformes déjà intervenues l'interdisent. C'est pourquoi il faut parallèlement lutter pour préserver nos acquis sociaux et unir les forces anticapitalistes au niveau de l'Europe afin de gagner à cet échelon de nouveaux droits et de nouveaux outils pour museler le capitalisme et, à terme, le détruire. C'est dans cette optique que, dans ce numéro, nous avons comme invité le dirigeant de *Die Linke* et président du Parti de la gauche européenne, Lothar Bisky.

BHV, c'est aussi Brutal et Honteux Vote, à savoir la «directive retour» adoptée par le Parlement européen avec le soutien

L'invité du mois
Lothar Bisky:
L'Europe
néo-libérale
et militariste
a échoué!

Social
Chômage en diminution
ou statistiques
manipulées?

Sidérurgie liégeoise:
Itinéraire d'une
victoire syndicale

Environnement
Le Hainaut,
nouveau centre
de ski européen?

Histoire
Les Malentendus d'Octobre:
Les mystères du
grand Ogre rouge

important d'un groupe socialiste qui a manifestement du mal à entretenir certaines évidences de gauche. Il fut piquant de constater à cette occasion le «droit d'ingérence» politique que se sont octroyés avec justesse Hugo Chavez, Evo Morales et Rafael Correa, le faisant claquer sur la figure rougie de ses pères (tel le va-t-en-guerre Bernard Kouchner).

BHV. Ces trois lettres, ressassées sans fin, constituent le fond de commerce de politiciens qui se nourrissent des antagonismes et alimentent les égoïsmes biberonnés au capitalisme. Mais quels qu'en soient la genèse et le carburant, le conflit cristallisé dans ces trois lettres sent, sinon la fin d'un pays, du moins la fin d'un projet réellement commun. Le temps des réformes de structure est-il venu? En tout état de cause, il conviendra d'observer avec attention ces trois lettres afin qu'elles ne servent pas de leitmotiv pour plus encore détricoter les acquis sociaux.

BHV comme Bonnes et Heureuses Vacances. Voilà ce que vous souhaitez toute notre petite rédaction. Rendez-vous en septembre... ●

Lothar Bisky, coprésident de *Die Linke*: L'Europe néolibérale et militariste a échoué!

Annonce d'un itinéraire à contre-courant ? Originaire de l'Ouest, Lothar Bisky part à 18 ans s'installer en RDA. Il y étudie, s'engage dans le Parti de l'Unité Socialiste (SED) et devient, en 1986, recteur de l'École Supérieure du Cinéma et de la Télévision de Potsdam-Babelsberg.

Après la réunification, il dirige le Parti du Socialisme démocratique (PDS, héritier du SED). Dans les luttes contre la politique anti-sociale du gouvernement Schröder, le PDS se rapproche de l'Alternative électorale pour le travail et la justice sociale (WASG), fondée par des anciens membres du Parti social-démocrate (SPD) et des syndicalistes. En 2005, le PDS devient le Parti de la gauche (*Linkspartei*) et, en alliance avec la WASG, remporte 8,7 % des voix aux législatives de septembre. Le 16 juin 2007, les deux partis, sous la direction de Lothar Bisky et d'Oskar Lafontaine, fusionnent sous le nom de *La Gauche (Die Linke)*, troisième force politique d'Allemagne. Lothar Bisky dirige également le Parti de la Gauche européenne (PGE), que *Die Linke* a contribué à créer au niveau européen.

Le Drapeau Rouge : Dans un contexte européen où les forces de gauche montrent des signes d'essoufflement, *Die Linke* affiche une santé insolente. À quoi attribuez-vous ce succès ?

Lothar Bisky : *Die Linke* n'est pas au-



dessus de la mêlée, mais s'occupe des soucis réels et des besoins de la majorité des habitants d'Allemagne. La politique antisociale des dernières années a généré la croissance de l'injustice sociale et de la pauvreté dans la population. Le bilan de la *Grande Coalition* (SPD-démocrates chrétiens) et du gouvernement rouge-vert (SPD-écologistes) qui l'a précédé se résume notamment par deux millions et demi d'enfants touchés par la pauvreté. *Die Linke* a changé l'agenda de la politique allemande. De plus en plus, les demandes de *Die Linke* sont reprises par d'autres partis. Je pense au salaire minimum, à l'amélioration des allocations familiales, l'augmentation des places dans les crèches, l'annonce du gouvernement d'introduire des réductions d'impôt pour les petites et moyennes entreprises. Maintenant, nous réclamons un prix social de l'énergie et menons une campagne contre la pauvreté des retraités. Cela nous a fait gagner progressivement du soutien dans la population. Depuis des mois, nous bénéficions de chiffres à deux chiffres dans les sondages.

DR : *Die Linke* est la résultante d'une convergence entre des mouvements politiques et les mobilisations de travailleurs. Pouvez-vous préciser le rôle des syndicats dans l'avènement de *Die Linke* ?

LB : Avec la fondation de *Die Linke*, nous avons acquis de la compétence syndicale et du consensus. Les revendications syndicales coïncident en grande

partie avec les nôtres. En matière de travail précaire, de dumping salarial, de travail intérimaire ou de salaire minimum, *Die Linke* soutient, dans ou en-dehors des institutions, les luttes des syndicats et des mouvements sociaux pour les droits du monde du travail. Nous demandons une limitation des salaires des dirigeants patronaux, qu'ils ne soient pas plus de 20 fois supérieurs aux salaires les plus bas de l'entreprise qu'ils dirigent. Nous disons qu'il faut pouvoir vivre de son travail et qu'un salaire horaire d'au moins 8 euros est donc nécessaire.

DR : Il est aujourd'hui très difficile de se dire communiste. On est souvent victime des pires amalgames. Des personnalités européennes comme vous qui ont connu le socialisme ont-elles un rôle à jouer pour aider à tirer le bilan du socialisme dit «réel» et pour distinguer le projet communiste des dérives autoritaires qui ont émaillé son histoire ?

LB : Cette année, j'ai assisté aux funérailles d'Erwin Geschonnek, mort à l'âge de 102 ans. Il était communiste, antifasciste et un grand acteur populaire allemand. Il y avait, à l'époque communiste, de grandes personnalités que je continue à apprécier comme avant. Au nom du communisme, ont également été commis de grands crimes. Il faut se confronter aux deux aspects des choses. Je suis immunisé à la nostalgie envers la RDA. Mais, là aussi, il y avait des choses très raisonnables qu'on aurait pu retenir après la réunification.

L'idéal communiste de la justice sociale reste, l'égalité et la liberté font partie du même projet. Cette voie vers une société meilleure est possible seulement si beaucoup de monde le veut. Liberté et égalité doivent être réalisées de façon démocratique. Il n'y a pas d'autre possibilité, j'en suis convaincu.

DR : Hier au Kosovo, aujourd'hui dans la province de Santa Cruz en Bolivie, des mouvements scissionnistes inspirés par des intérêts géopolitiques étrangers cherchent à déstabiliser

ces régions. Dans ce contexte, l'Union européenne (UE), après avoir lancé une mission sans mandat de l'ONU au Kosovo, s'est permise de critiquer les mesures du gouvernement bolivien tendant à récupérer, au bénéfice du pays, ses ressources naturelles. Quelle est l'analyse du PGE sur l'attitude de l'UE et comment compte-t-il faire état de sa solidarité avec les victimes de ce comportement ?

LB: Le PGE soutient la révolution démocratique en Bolivie qui a pour but de reconquérir l'identité et la souveraineté du pays. Nous nous opposons à une propagande persécutrice et aux intrigues séparatistes à travers lesquelles on cherche à fragmenter la Bolivie.

En Amérique Latine, il est possible de rejeter le projet des États-Unis de création d'une zone de libre-échange panaméricaine. Cela s'est déjà passé au Venezuela, en Équateur et en Bolivie avec la réappropriation de ressources nationales qui avaient été dérobées par les multinationales. Le PGE s'oppose résolument aussi à l'accord de libre commerce imposé par l'UE qui devrait surtout permettre aux entreprises européennes d'accéder aux ressources de ces pays.

À propos du Kosovo, le PGE critique durement l'UE parce qu'elle encourage l'indépendance du Kosovo. Seule une solution conforme au droit international pourra résoudre la crise dans cette région. Le PGE dit «non» à tout changement unilatéral, violent, des frontières actuelles en Europe, même dans le cas où des États ne peuvent momentanément pas exercer leurs droits souverains sur ces territoires. Nous nous opposons avec force à la déclaration d'indépendance unilatérale du Kosovo, ainsi qu'à la reconnaissance de cette déclaration par quelques États européens.

DR: Les droites européennes cherchent à imposer le traité de Lisbonne. Sauf erreur, le PGE ne fut pas trop visible dans les campagnes contre le projet de traité constitutionnel finalement refusé par les peuples de France et des Pays-Bas. Quelles initiatives compte développer cette fois le PGE afin de résister cette imposition arbitraire des forces du libre marché ?

LB: Le PGE n'est pas resté passif en attendant la ratification du traité de Lisbonne. Nous avons, lors du 2^{ème}

congrès du PGE, décidé d'organiser des recueils de signatures pour un référendum sur le traité. Le groupe *Die Linke* au Bundestag, le parlement allemand, a présenté une motion à ce sujet, mais une majorité de députés a voté contre.

Une politique qui affaiblit de plus en plus l'Europe sociale et investit de l'argent plutôt pour l'armement et les interventions militaires n'est pas dans l'intérêt de la population européenne. Une Union contre la volonté de la majorité des citoyens n'est pas viable. Les gouvernements devraient plutôt veiller à respecter le principe de la souveraineté des peuples aussi dans l'UE. Tout le pouvoir vient du peuple. Ce principe n'est pas respecté par plusieurs gouvernements. Le gouvernement irlandais a eu le courage, à la différence de la *Grande Coalition*, de consulter son peuple.

Die Linke et le PGE, renforcés par le vote en Irlande, continueront à s'engager pour le changement politique nécessaire dans l'UE. La gauche a besoin d'un visage, que le PGE se propose d'être. En ce moment, nous sommes en train de travailler à une plateforme commune pour les élections européennes. Je pense que, au 21^{ème} siècle, nous avons besoin de quatre ou cinq thèmes de lutte unificateurs, c'est important. Si nous sommes capables de réunir nos forces sur ces questions, nous deviendrons plus forts. C'est ça notre grande chance.

DR: Certains craignent que le fait que le PGE bénéficie, dans une large mesure, du financement du Parlement européen, puisse compromettre son indépendance notamment vis-à-vis des politiques officielles de l'UE. Que pouvez-vous répondre à de telles inquiétudes ?

LB: À propos du financement du Parlement européen, effectué selon les règles en vigueur, on demande au PGE «de considérer dans son programme et son activité les principes sur lesquels l'UE est basée, c'est-à-dire les principes de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme et de libertés fondamentales ainsi que l'état de droit». Cette condition ne menace absolument pas l'autonomie politique du PGE vis-à-vis de la politique officielle de l'UE. Dans d'autres pays, l'existence et le financement par l'État des partis politiques dépendent de conditions semblables.

DR: Pour «faire l'Europe», on a bâti un «marché commun». N'y a-t-il pas là un péché originel qui explique la dérive purement marchande de l'UE? Peut-on, à votre avis, réformer l'UE ou s'agit-il, plutôt, de rebâtir d'autres liens sur d'autres bases entre les peuples d'Europe ?

LB: Oui, je crois qu'il y a quelque chose comme ça, mais je ne la définirais pas comme un péché originel. Le début de l'intégration européenne, avec seulement six États, se déroulait dans des conditions extérieures favorables, parce que, si ces États différaient dans leur dimension, ils étaient semblables sur le plan du développement économique et social. La phase de croissance après la 2^{ème} Guerre mondiale a permis aux citoyens de profiter du développement. Cela a produit un large consensus, aussi parce qu'on pouvait résoudre les problèmes rapidement.

Le point crucial, c'est qu'on a élargi l'Union de 6 à 27 pays sans adapter de manière conséquente les contenus et les structures de l'UE aux changements du contexte extérieur, et surtout sans considérer l'intérêt de la majorité des gens. C'était évident dans le cas du traité de Maastricht. La ligne néolibérale de l'intégration européenne que l'UE se donnait à travers un marché unique, dans lequel tout le monde devait lutter contre tout le monde aux coûts les plus bas, a condamné la population européenne à payer les conséquences de cette intégration erronée. En plus, en réaction à la chute du système du socialisme réel et à la réunification de l'Europe qui s'ensuivit, l'UE est passée d'une politique extérieure et de sécurité basée sur des principes civils à une politique de croissance des moyens militaires. À côté du principe du néolibéralisme à la base des politiques de l'UE, la deuxième orientation radicalement erronée est justement la militarisation. La tentative d'adapter les structures et les mécanismes décisionnels de l'UE à 27 États, très différents du point de vue de leur économie et de leur société, a échoué. Surtout parce qu'on n'a pas assez tenu compte des désirs des citoyens de l'UE en matière de paix, de sécurité sociale, d'écologie. Il y a eu trop peu de participation des citoyens aux débats sur l'intégration européenne.

Propos recueillis par

PABLO RODRIGUEZ

Chômage en diminution ou statistiques manipulées ?

La presse nous reconforte avec des propos lénifiants sur la soi-disant diminution du taux de chômage. Un examen plus attentif amène à grandement relativiser les chiffres communiqués.

Ainsi, début mai, il est probable qu'en Région wallonne, le nombre des demandeurs d'emploi qui sera diffusé tourne autour des 210 000 personnes; une nouvelle fois, une diminution importante, de l'ordre de 10 % par rapport au même mois de l'année précédente, sera constatée.

Le nombre de demandeurs d'emploi ainsi annoncé n'est en rien arbitraire; il découle d'un processus d'harmonisation des statistiques du chômage, notamment, mis en place au début des années 1980 par l'Office Statistique des Communautés européennes et auquel la Belgique a souscrit comme les autres pays membres de l'Union européenne (UE). L'information de base de ce processus, en matière de chômage, est donnée par les statistiques fournies par les services publics nationaux et régionaux de l'emploi.

Pour la Belgique, l'adoption de la «Statistique harmonisée» du chômage a

conduit à ne considérer que trois des éléments¹ constitutifs de l'ensemble des demandeurs d'emploi régulièrement inscrits auprès de ces services. Les chiffres officiels du chômage résultent de cette adoption. Parmi ces trois éléments, le plus important (plus de 85 %) est celui des chômeurs complets indemnisés².

En plus de ces trois éléments, il en existe aujourd'hui en Région wallonne plus de trente autres dont il n'est nullement tenu compte, ne fut-ce que partiellement, dans l'évaluation de la définition standardisée du chômage.

Pourtant,

- ☞ les demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement (comme les chômeurs complets indemnisés exclus temporairement de leur droit aux allocations de chômage),
 - ☞ les demandeurs d'emploi qui cherchent du travail à temps plein ou à temps réduit (comme les chômeurs temporaires),
 - ☞ et les demandeurs d'emploi dispensés (comme les chômeurs complets indemnisés de 50 ans et plus dispensés de recherche active d'emploi),
- ne recherchent-ils pas aussi un emploi ?

Si l'on tenait compte des premiers cités, le niveau de chômage s'élèverait à plus ou moins 230 000 unités; et si l'on tenait compte des deux autres catégories, ce niveau s'établirait alors à 320 000 personnes.

De la sorte, ce sont plus de 110 000 personnes, soit plus de 50 % par rapport au nombre de chômeurs correspondant à la définition standardisée, qui, dans la seule Région wallonne,

- ◇ ne sont pas intégrées dans les analyses économiques du marché de l'emploi,
- ◇ ne sont pas, majoritairement, prises en compte dans le cadre des politiques de l'emploi.

Les deux autres régions du pays pratiquent, en cette matière, une politique similaire, si bien que ce sont plus de

300.000 demandeurs d'emploi qui sont, en Belgique, doublement exclus: du marché de l'emploi et des statistiques de ce marché.

Il n'est peut-être pas inutile, aujourd'hui, de les exhumers des limbes de ces statistiques où ils sont répertoriés dans une indifférence collective quasi totale. À eux seuls, ces 300 000 demandeurs d'emploi représentent 7,7 % des actifs occupés en Belgique et 8,9 % en Région wallonne.

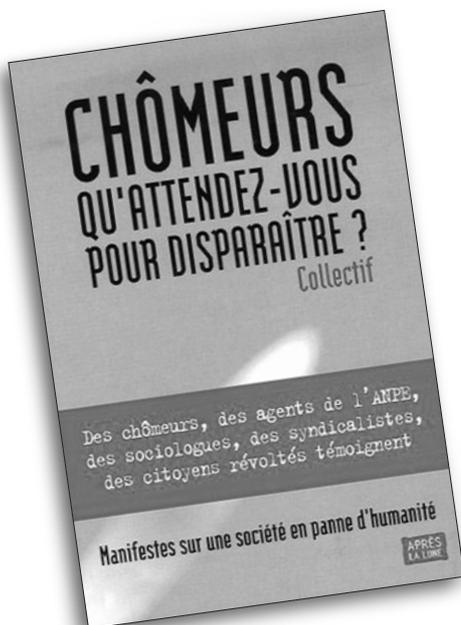
En termes de variation annuelle, les chiffres officiels du chômage (basés sur la définition standardisée)³ mentionnent un taux de décroissance de l'ordre de 10 %; si l'on tient compte des éléments supplémentaires mentionnés ci-dessus, cette décroissance est réduite de moitié.

L'enjeu ici n'est pas d'opposer une vision «large» du chômage en Belgique tenant compte de tous les travailleurs salariés sans emploi à une vision «étroite» s'alignant sur les critères européens⁴, mais de pouvoir, précisément et sûrement, évaluer la quantité exacte de ces travailleurs, leurs capacités, leur degré de mobilité professionnelles, leurs savoir-faire et leur localisation géographique.

Cet exercice s'inscrit dans le cadre de la mesure, à l'échelle régionale et nationale, des ressources réelles et potentielles de main-d'œuvre disponibles pour participer aux activités économiques actuelles ou à venir.

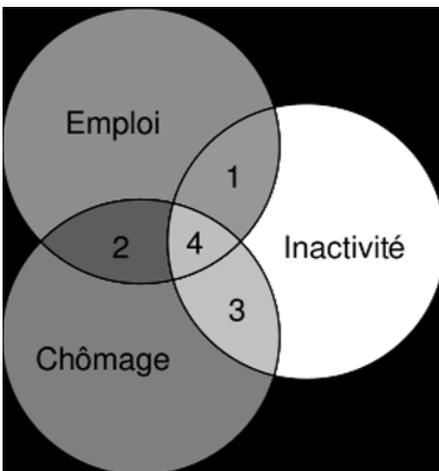
Exercice périlleux à ce point que l'UE recourt, par voie de sondages, depuis plus de vingt ans à ses propres estimations des actifs inoccupés dans tous les pays membres et dans chacune de leurs régions. À la lecture des derniers résultats⁵ de ceux-ci, le chômage en Région wallonne est estimé à un peu moins de 156 000 unités au troisième trimestre 2007, soit en diminution de 4,1 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Non seulement ces différentes mesures ont un impact sur le calcul de la population active totale et sur les calculs des



taux d'activité, de chômage et d'emploi mais, en présence de trois évaluations différentes (156, 210 et 320 milliers de personnes) pour une même variable économique (le chômage), pour une même période et pour une même région, l'honnête homme, comme le scientifique, sera inéluctablement conduit à se poser quelques questions.

En considérant tour à tour chacune de ces trois mesures du chômage comme la «vraie» valeur, on arrive à la conclusion que les données statistiques sur l'incidence du chômage que l'on nous présente ont des écarts d'autour de 50 % par rapport aux résultats réels. Or l'erreur statistique normalement acceptée ne doit jamais excéder une marge de 5 %.



«Halo de chômage» (Freyssinet).

1. Temps partiel voulu
2. Temps partiel subi
3. Formation, cessation anticipée d'activité, chômeurs découragés, ...
4. Travail clandestin

D'autre part, si, en économie de marché, les prix sont le gouvernail de l'économie, leur ordre de grandeur et leurs variations doivent pouvoir être analysés à l'aune des variations des quantités échangées sur ce marché. Le marché de l'emploi ne faisant pas exception à cette règle, le taux de salaire doit pouvoir être mis en relation, notamment, avec l'offre de travail non absorbée dans le circuit, marchand et non-marchand, de l'économie. Pour être crédible, le calcul de cette offre excédentaire de travail doit être précis, fiable et cohérent avec les autres variables démographiques.

Enfin, renvoyer aux décideurs des données économiques dont l'étendue est aussi grande que la mesure elle-même n'est pas leur donner le signal qu'ils

attendent pour définir les politiques de l'emploi et prendre les mesures adéquates à l'amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi. Comment, en effet, définir une telle politique sur un diagnostic basé sur l'élément essentiel qu'est le volume du chômage, poli, limé, fraisé, années après années, au gré des «tailleurs de chiffres sur mesure» ?

LE FURET

¹ Éléments transcrivant des catégories de demandeurs d'emploi inscrites dans le droit social belge.

² Aujourd'hui dénommés, de manière offensante et juridiquement erronée, «demandeurs d'allocation».

³ Voir : UWE, Point conjoncturel n° 12, avril 2008.

⁴ À savoir «être sans emploi, habituellement disponible pour accepter un emploi et à la recherche d'un emploi».

⁵ Voir http://www.statbel.fgov.be/figures/download_fr.asp#3.

Parade réussie contre le dumping social à la Poste allemande ! Et chez nous ?

Il n'est pas trop tard pour revenir sur le vote «historique» du 14 décembre dernier par lequel le *Bundestag* (parlement fédéral allemand) a imposé un minimum salarial valable à la fois pour la *Bundespost* (poste publique amaigrie) et pour les firmes privées autorisées depuis peu à lui faire concurrence.

Les deux candidats principaux au libre «marché postal» ainsi ouvert sur directive «européenne» se sont aussitôt désistés : pour eux, la «privatisation» n'avait en effet guère d'autre intérêt que de permettre la mise en coupe réglée des salaires et des conditions de travail du personnel qu'ils entendaient «récupérer et/ou recruter».

Un beau résultat, fût-il plus pragmatique que principiel, qui s'inscrit dans un contexte de «réveil» de larges secteurs du puissant mouvement syndical allemand et de ses répercussions politiques. Parmi celles-ci, la percée réjouissante – et sans précédent depuis 1945, voire 1933 – de *Die Linke* (fusion du PDS «post-communiste» et surtout

est-allemand de Gysi et consorts avec une fraction non négligeable de la gauche du SPD autour de Lafontaine) dans trois Länder ouest-allemands. Une percée d'autant plus significative qu'elle va de pair avec un certain «gauchissement» et une consolidation électorale du SPD, partenaire de centre-gauche de la CDU/CSU de (centre?)-droit de la chancelière Angela Merkel. Il n'est évidemment pas interdit d'espérer que ce succès de leurs collègues chez notre grand voisin de l'est inspirera les postiers de chez nous. Encore faudra-t-il pour cela, non seulement que leur front commun syndical dépasse – au départ de la base – l'esprit «défensif», voire «défaitiste» actuel des appareils, mais encore que les élus progressistes du PS, du CDH, voire de l'aile ACW du parti de Leterme, soient «fermement invités» depuis la même base à se joindre à leurs collègues du SPa et des Verts pour former une «majorité de barrage alternative» à l'encontre du «centre-droit» dominant, et à la résistance toute relative du PS, en position de dominé au sein de la majorité «pentapartite» qui nous gouverne...

Pétition Sauvons la Poste : En route vers les 10.000 signatures...

La pétition **Sauvons la Poste** approche des 6000 signatures. Partout où nous collectons des signatures, le soutien est unanime. Mais rien ne semble arrêter les patrons de *La Poste* qui, s'appuyant avec intelligence sur le contrat de gestion concocté par les socialistes et les libéraux fin 2004, viennent d'annoncer la **fermeture de plus de 70 nouveaux bureaux**. Plus que jamais, il est essentiel d'atteindre les 10.000 signatures afin de mettre la pression sur le gouvernement avant la négociation du nouveau contrat de gestion.

C'est pour cette raison que vous trouverez, à l'intérieur de ces pages, un exemplaire de la pétition que nous vous demandons de SIGNER et de FAIRE SIGNER avant de nous la renvoyer: **DR - 4 rue Rouppe, 1000 Bruxelles.**

Martial et Kemal, deux révoltes pour un même désespoir

Le 1^{er} mai dernier, Ebenizert Folefack Sontsta, dit Martial, un jeune Camerounais en séjour illégal en Belgique, est retrouvé mort dans sa cellule du centre de rétention de Merksplas. Une fin tragique à faire pleurer de rage, pour une vie qui l'a été tout autant.

Confronté à l'insécurité et à la misère dans son pays, Martial fit le choix douloureux de quitter les siens et dût braver d'innombrables dangers avant d'atteindre notre pays de cocagne où un déluge de violences allait s'abattre sur lui du fait de sa condition de clandestin : discriminations sociales, mépris, racisme, humiliations, contrôles policiers, déportation, sévices. Autant de facteurs qui vont constituer le cadre entourant sa disparition.

Malgré l'enchaînement d'échecs et de souffrances morales et physiques qu'il eût à subir, certaines sources officielles ont eu l'impudence de l'accuser de s'être suicidé. Or, quand bien même il aurait posé l'acte ultime de faire cesser ce qui pour lui ne ressemblait plus à une vie, ne sommes-nous pas en droit d'incriminer cette gigantesque usine de la mort appelée «impérialisme» qui impose une espérance de survie de 45 ans à un peuple dont l'un des fils meurt en captivité à l'âge de 32 ans dans l'un des pays les plus riches et des plus sûrs de la planète? Il serait dès lors euphémique de parler d'une «Europe forteresse», alors que celle-ci joue le rôle de gérante de l'exploitation des peuples dans une chaîne mondialisée où Ebenizert et avant lui Semira Adamu, ainsi que des milliers d'autres victimes *intra* et *extra muros*, ne sont que des scories pour des terroristes en cravate qui aujourd'hui spéculent sans vergogne sur le pain des pauvres...

Pour moi qui suis originaire d'un pays pourvoyeur de centaines de milliers d'ex et actuels sans-papiers, le sacrifice de Martial n'est pas sans rappeler celui de Cemal Kemal Altun, il y a 25 ans. Au-delà des différences entre

leurs appartenances ethniques, philosophiques et leurs parcours de vie, ce sont leurs souffrances communes, leur détresse et somme toute, leur message d'espoir que je souhaite mettre ici en évidence.

Né en 1960 à Samsun (nord de la Turquie), Cemal Kemal Altun fut un militant politique actif au sein de *Devrimci Sol* (*Gauche révolutionnaire*, un mouvement dont est issu l'actuel DHKP-C), il s'engagea comme des milliers de jeunes dans la résistance contre la terreur fasciste qui ensanguinait les rues durant les années '70. C'était une époque où les *Loups Gris*, entraînés par la CIA, assassinaient en moyenne près d'une quinzaine de personnes par jour parmi les gens de gauche, les minorités ethniques et religieuses. Pour contrer cette violence, le 27 mai 1980, des combattants de *Devrimci Sol* exécutent le ministre fasciste des douanes et des monopoles, le sinistre Gün Sazak, également bras droit du colonel Türkes, führer du Parti d'action nationaliste (MHP) et de ses *Loups Gris*. En représailles, ces derniers organisent un pogrome dans les quartiers alévis et de gauche de la ville de Corum qui se solde par la mort de 57 progressistes. Pour soi-disant mettre fin à ces troubles, une junte militaire dirigée par le général Evren prend le pouvoir le 12 septembre 1980. Celle-ci écrase littéralement le mouvement ouvrier, étudiant, révolutionnaire et syndical. La barbarie et le cynisme de la junte sont sans limite. Le 13 décembre 1980, les militaires iront jusqu'à pendre Erdal Eren, un adolescent progressiste âgé de 17 ans et ce, après l'avoir délibérément vieilli pour le rendre exécutable.

Recherché par la junte pour sa participation présumée à l'exécution du ministre fasciste Gün Sazak, Cemal Kemal Altun se réfugie en 1982 à Berlin-ouest. Mais il voit sa demande d'asile politique refusée à une époque où la RFA était dirigée par la coalition de droite CDU/FDP.

Le 30 août 1983, soit après 13 mois de détention préventive, Cemal Kemal Altun comparaît devant un tribunal administratif de Berlin qui conclut à son extradition vers la Turquie putschiste. Kemal saisit alors un moment d'inattention pour se déféner du 6^{ème} étage du tribunal. À l'instar de Martial, son frère africain, Kemal n'était pas suicidaire. Par cet acte désespéré, Kemal l'impugnabile, l'indomptable voulait, condamner la dictature fasciste du général Evren et la collaboration allemande. Kemal mourut sur le coup. Il n'avait que 23 ans... Sa mort provoqua l'indignation de l'opinion publique allemande, y compris celle des milieux conservateurs. Il devint un symbole du déni du droit d'asile, un droit que les autorités allemandes lui octroieront hypocritement à titre posthume. Aujourd'hui, deux places publiques, l'une située à Hambourg et l'autre à Kassel, ainsi qu'un monument érigé à Berlin portent son nom. Plusieurs chansons et *Fremden-nacht*, un film de Ayse Polat sorti en 1992, lui sont consacrés. Par ailleurs, le célèbre journaliste allemand Günter Wallraff lui a entre autres dédié son best-seller *Tête de turc*.

Le 30 août de chaque année, des rassemblements en hommage à Kemal et à tous les sans-papiers menacés d'expulsion sont organisés un peu partout en Allemagne. Cette année, nous célébrerons le 25^{ème} anniversaire de sa disparition tragique.

Martial et Kemal sont devenus à leur insu et dans la mort, deux compagnons d'infortune, deux martyrs d'un même combat désespéré. Mais, au vu de la prise de conscience que leur sacrifice a suscité, peut-on considérer Martial et Kemal comme morts? Si la réponse est oui, où s'arrête vraiment leur assassinat? Où commence leur suicide?

BAHAR KIMYONGÜR

Réponse à Jean Bricmont

De quelle «gauche» parle-t-on ?

Les réflexions de Jean Bricmont, «l'invité du mois» de notre dernier DR, ont suscité la présente réaction de Jean-Marie Chauvier, contribution à un débat que nous nous réjouissons de susciter et d'alimenter.

Jean Bricmont gronde «la gauche». Elle fait de la morale et plus de la politique. Depuis la chute du mur (celui de Berlin), elle a renoncé au socialisme. Elle n'est plus anticapitaliste et se résigne aux guerres de l'impérialisme US. Elle se rallie même à «l'exportation de la Démocratie et des Droits de l'Homme». Comment ne pas souscrire à ce diagnostic ?

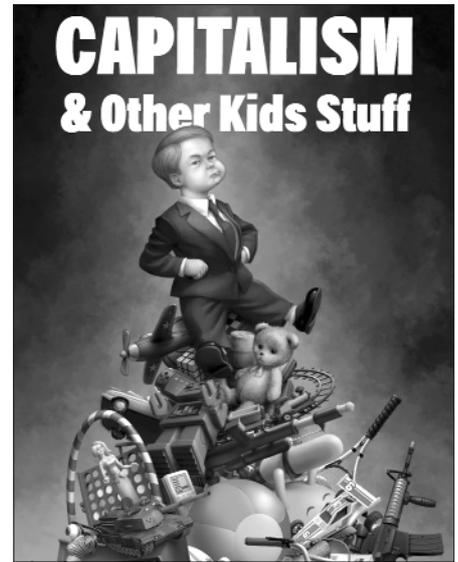
Oui, «la gauche» (mais qu'est-ce ?) s'est globalement intégrée au système libéral et militaro-humanitaire de l'Occident, en y apportant quelques inflexions «sociales» et «écologiques» sans grandes conséquences. Oui, dans le Golfe, en ex-Yougoslavie, en Irak, en Afghanistan, elle a répondu «présent» aux injonctions de l'unique superpuissance étasunienne. Quitte à déplorer «l'absence de règlement» de la question israélo-palestinienne, l'aventurisme et les défaites de George W. Bush en Irak, l'emploi trop scandaleux de bombes à sous-munitions. Quitte à souhaiter, ce qui n'est pas négligeable, une politique plus autonome de l'Union européenne, voire une «émancipation» plus qu'hypothétique de la tutelle américaine au sein de l'OTAN.

Oui, «la gauche» a soutenu les «réformes» ultralibérales destructives à l'Est, les «révolutions colorées» qu'encadre le réseau tentaculaire des ONG financées par Washington. Le tout, pour frayer la voie vers les sources eurasiennes et moyenne-orientales d'hydrocarbures, pour essaimer des bases américaines (en commençant par les Balkans et le Kosovo), et plus généralement pour organiser l'encadrement politico-militaire de la globalisation. Il ne faut pas être «gauchiste» pour savoir tout cela. Les stratèges étasuniens, les spécialistes en géopolitique n'en font

aucun mystère. Il n'y a que dans «la gauche» bien-pensante, humanitaire, que l'on fait encore les vierges effarouchées lorsqu'on en parle. Mais, comme Jean Bricmont le souhaite, évitons «la morale», les jugements de valeur, la chasse aux «trahisons» qui n'expliquent pas grand chose !

Nous sommes embarqués, depuis une quarantaine d'années, dans de profondes transformations dont la «chute du Mur» n'est qu'un révélateur, un choc symbolique, un accélérateur. La dite «mondialisation néo-libérale» est le fruit de mutations sociales qu'il n'y a pas la place d'énumérer ici. *Grosso modo*, il s'agit notamment de l'éclatement du marché du travail, de l'atomisation du monde ouvrier (et de la société des «individus» de série), de l'uniformisation des modes de vie et de pensée, de la formidable machine à niveler des médias, de l'émergence de technostructures et d'élites technocratiques incluant la vie politique, «la gauche», le monde associatif. Ne raisonnons plus comme si nous vivions encore au temps des dinosaures (nous en étions !). Parler de «la gauche» est déjà un anachronisme. Elle n'existe plus cette mouvance qui, réformiste ou révolutionnaire, s'appuyait sur le mouvement ouvrier et nourrissait un projet de changement de société. La social-démocratie n'est plus «réformiste» : il n'y a plus de «réformes» à l'ordre du jour que libérales. Les communistes ont disparu ou se sont fondus (comme en Italie) au projet social-libéral. La grande culture démocratique animée par le PCI a été détruite au profit de la... démocratie cathodique.

Il reste pourtant, en Amérique latine, de fortes résistances, et une gauche révolutionnaire en rupture avec la «post-gauche» libérale-sociale. Il reste, en Europe, de très faibles résistances à l'ordre existant, il est vrai focalisées sur des objectifs – antifascisme, antiracisme, minorités, sans-papiers – que Jean Bricmont juge «moralistes» et nullement «anticapitalistes». N'a-t-il pas compris que, à défaut de grandes utopies (faillies) et de possibilités de peser sur les «grandes questions» (comme la



guerre en Irak), la protestation sociale s'effectue sur des terrains concrets où les gens ont le sentiment d'avoir prise sur les choses ? Jean Bricmont, d'ailleurs, ne signale pas la protestation ouvrière, syndicale, qui n'est pas négligeable ! Il ne saisit pas, semble-t-il, que les «grands objectifs politiques» sont aussi récusés dans des mouvements inquiets des récupérations par les partis et les «avant-gardes» autoproclamées, ou qui imaginent pouvoir changer la société sans prendre le pouvoir. C'est là un basculement culturel majeur.

Jean Bricmont ne semble pas percevoir non plus que l'«internationalisme», impuissant sur les fronts planétaires, s'exprime lui aussi sur des terrains de proximité : la solidarité avec les sans-papiers, par exemple. Et là, son objection soulève de l'inquiétude. «La gauche» qu'il gronde ne peut rien à la production de misère et de guerre, aux mouvements de main d'œuvre, de capitaux, de marchandises qui transcendent les frontières d'États. Or, il faudrait au moins qu'elle s'occupe de contrôler les migrants. Pas les riches, bien entendu, qui n'ont aucun problème, mais les pauvres, les plus démunis qui font l'objet des «régularisations» sélectives, de la pire exploitation, des expulsions. Résister à cette politique sécuritaire et xénophobe ne serait pas «anticapitaliste»... Mais où nous conduit alors l'«anticapitalisme» de Jean Bricmont ?

JEAN-MARIE CHAUVIER

Le Hainaut, nouveau centre du ski européen?

Surprenant! Le Hainaut occidental, dont le point culminant n'atteint pas 200 mètres, est en passe de devenir le nouveau domaine skiable de l'Europe occidentale.

Doté déjà d'un centre de ski *indoor* à Comines, l'*Ice Mountain* (sic), notre région a vu successivement naître un projet à Lessines, le *Snow Games*, et un autre à Maubray (près d'Antoing), le *Centre européen des sports de glisse* (récemment rebaptisé *Centre européen de sports de glisse ET DE NATURE*). Ces deux projets sont dans des états d'avancement différents; pour faire vite, disons que le premier a le permis sans le financement, et le second le financement sans le permis (les procédures sont en cours). Mais le danger est réel...

Histoire de donner un aperçu du délire mégalomane auquel nous avons affaire, voici quelques chiffres. À Lessines, il s'agira, avant de commencer les travaux, de vider l'eau d'une carrière désaffectée. Outre que cette opération détruira un biotope d'une exceptionnelle qualité, les quantités à évacuer sont telles que l'on craint que la Dendre ne déborde. Une plaisanterie? Pas du tout. Il faudra pomper près de cinq millions de mètres cubes d'eau (2 315 m³ par heure durant 3 mois) et les déverser dans le pauvre cours d'eau voisin peu habitué à de telles crues; il faudra trouver ensuite 2,7 millions de m³ de terres de remblai pour combler tout ça. Et tout le projet est à la démesure de cette première étape: 100.000 m³ de pistes, un million de visiteurs annuels attendus,... on en passe. Reste à trouver 94 millions d'euros.

À Maubray, ce n'est pas mal non plus. Le Prince de Ligne, propriétaire des terres, et une batterie d'investisseurs entendent construire un énorme complexe de loisirs avec stade de glace, lagon tropical, rivière sauvage, pistes de ski intérieures, restaurants, logements, parkings et tout le bataclan, sur un site de très haute qualité environnementale

de plus de 300 ha... L'impact écologique de ce projet tient en quelques chiffres: 500.000 m³ d'eau par an, 54 millions de kWh de gaz, 31 millions de kWh d'électricité, 600.000 m³ de déblais, 19,3 km de voiries éclairées. Investissement de base: 300 à 350 millions d'euros...

Mais que nous veulent-ils donc, ces gens? À les entendre: notre bien... On nous parle de 400 «temps pleins» et 700 «temps partiels» à Maubray et de 300 «temps pleins» à terme à Lessines. On ne vous en dira pas plus, il est impossible d'obtenir des précisions sur la nature

«Le Camping du Bonheur», une expérience festive et mobilisatrice



Climat et Justice sociale (www.climatetjusticesociale.be) est un mouvement de personnes mobilisées parce que la manière dont les pays riches produisent et consomment engage notre planète sur la voie d'une catastrophe climatique qui frappera des millions de gens, surtout les plus pauvres, augmentera les risques de guerre et détruira définitivement d'innombrables richesses naturelles.

Dans le cadre de nos activités, nous organisons avec la CIAO un camping de protestation à Maubray, sur un terrain jouxtant les terres du Prince de Ligne, **le 11, 12 et 13 juillet** prochains. *Climat et Justice sociale* a décidé de dénoncer les projets aberrants en matière climatique et, à Maubray, nous voulons créer un événement festif, mais non exempt de réflexions diverses!

Le «*Camping du bonheur*» se veut une expérience «zéro carbone», du moins émettant le moins de CO₂ possible. Il s'agit aussi de démontrer que l'on peut prendre son pied... sans skis.

Nous discuterons, aussi et bien sûr, de façon informelle ou dans des débats plus structurés. En particulier, le **12 juillet**, de 14 à 17 heures, Phil Thornhill, coordinateur de la *Global Climate Campaign* (www.globalclimatecampaign.org), sera au centre d'un débat sur le sens des mobilisations sociales pour sauver le climat. Le **13 juillet**, de 14 à 17 heures, des syndicalistes et divers spécialistes environnementaux seront présents pour débattre des liens entre l'emploi et la préservation de la nature: ces deux préoccupations sont-elles irréconciliables, faut-il «décoïtre» et comment?

Renseignements: jf.pontegnie@skynet.be ou 0476 036 545

exacte de ces emplois. Ils nous offriraient en outre la possibilité de skier à nos portes. Encore faudra-t-il en avoir les moyens et pouvoir déboursier des sommes de l'ordre de 40 euros par personne pour deux heures d'«amusement» (il s'agit d'une estimation, les promoteurs étant bien discrets sur le prix des entrées et de l'accès aux activités).

Mais, en réalité, le Hainaut occidental offre trois avantages décisifs aux yeux des promoteurs: un positionnement géographique suffisamment central, au cœur de la partie la plus riche de l'Europe, une très grande richesse naturelle et – surtout – un taux de chômage record. Quoi de plus malléable dans le fond qu'une population aux abois, soumise à une chasse aux chômeurs de plus en plus intensive?

L'idée est simple: on se va se faire un maximum de fric sur le dos des sinistrés hennuyers, qui n'y verront pas d'inconvénient... Exagération? C'est à voir... Au cœur de ces projets, on retrouve le même nom: Vinci¹. À Lessines, la société vient de racheter les carrières et s'est engagée à faire des aménagements à hauteur de 70 millions d'euros afin de laisser suffisamment de place au *Snow Games*. À Maubray, sous cet angle, les choses sont déjà plus avancées, on l'a dit. La S.A. *Développement du Bois de Péronne* est organisée autour de trois pôles: le premier représente les intérêts du Prince Charles-Antoine de Ligne et de son fils, le second de l'architecte parisien A.-M. Fourcade, le troisième la S.A. *Construction Management*. Cette dernière est une petite branche de la gigantesque multinationale CFE. Et l'actionnaire de référence de CFE est le groupe international... Vinci, à la tête duquel on trouve le Français Renaud Bentegeat, président de la Chambre française de commerce en Belgique, qui réunit du beau monde dans son groupe: Philippe Delaunoy (*Umicore, Corelio, ING*), le baron Alain Philippson (*d'Ieteren, banque Degroof*), Dirk Boogmans (*GIMV, De Lijn, P&V*), etc.

Les relations de ces messieurs sont faciles à imaginer et, sans qu'on puisse encore établir de lien, il n'est pas surprenant que le ministre Magnette ne soit pas vraiment fermé aux diverses suggestions de ce groupe. Récemment interrogé sur le projet de Maubray, il répondait: «*La reproduction d'un*

climat de type tropical ou de micro-climats contraires à notre propre climat et le bilan énergétique et carbone de ce type de projet présentent des éléments choquants. Néanmoins, je me pose la question de principe: devons-nous, dans notre effort de développement durable aller jusqu'à une forme de jansénisme en interdisant ou refusant tout ce qui serait contraire? De même, lorsqu'on mange et qu'on essaie d'avoir une alimentation équilibrée, cela ne peut empêcher certains jours de se taper un bon vieux 'satcho andalouse'. Le principe de plaisir doit, à certains moments, pouvoir autoriser certaines formes sans oublier les retombées économiques.

Le gouvernement wallon n'est pas en reste et le ministre Antoine rappelle que les «*principales raisons qui ont conduit le gouvernement à soutenir le projet et à en confier la gestion à la Cellule 'Espace' sont:*

- *L'approche originale du projet qui réunit trois composantes: un centre de nature, un centre de glisse et hébergement avec une démarche soucieuse de l'environnement. (...)*
- *Le fait qu'il valorise et structure le secteur du tourisme et le patrimoine bâti et naturel, dans un contexte transfrontalier, (...)*
- *Le fait qu'il contribue à la création d'emplois et de richesses: en phase d'exploitation, le Centre procurera 400 postes à temps plein et 700 postes à temps partiel, auxquels s'ajoutent les emplois indirects.*

Toujours est-il que, face à ce déchaînement, des riverains se sont dressés et organisés. On trouve, d'un côté, le *Comité de sauvegarde des Carrières de Lessines*² et, de l'autre, la *Coordination Internationale des Alpes Occidentales*³. Les luttes engagées parfois depuis longtemps (1999 à Lessines!) se poursuivent, les opposants ne désarment pas.

JEAN-FRANÇOIS PONTÉGNIE

¹ L'ensemble des données livrées ici ont été relevées sur le net par Filip De Bodt de t'Uilekot. <http://www.uilekot.org/>

² <http://www.carrieresdelessines.be/>

³ <http://www.c-i-a-o.eu/index.html>

B R E V E S

Motards, pas moutons!

À la suite du décès de deux des leurs dans un accident, des motards se sont constitués, en 2005, en ASBL pour défendre leurs revendications et, notamment, leur droit de rouler en sécurité sur nos routes. Ils dénoncent, à juste titre, l'état lamentable de celles-ci qui met en danger de mort les adeptes des deux roues motorisées. Au passage, ils réclament la même déductibilité pour les motos que pour le *leasing* des voitures non polluantes. Ils estiment, en effet, que leurs véhicules peuvent non seulement favoriser le désengorgement des routes, mais aussi contribuer à lutter contre la pollution. L'association dispose d'un site Internet (<http://fimedir.be>) qui diffuse, entre autres informations, des «fiches gamelles» recueillies auprès des motards pour alerter, photos à l'appui, des endroits dangereux.

«Régressivité de l'impôt»

La mission d'information sur les niches fiscales du parlement français a pu avoir accès à des données qui restent d'ordinaire dans les coffres ou les disques durs des ordinateurs de la direction de la législation fiscale et ses conclusions sont dignes d'un canard gauchiste: «*Par l'effet des réductions et crédits d'impôt dont l'utilisation est croissante avec le niveau de revenu, on constate une véritable régressivité de l'impôt: plus un très gros contribuable a des revenus élevés, moins il paie d'impôt en proportion*», analysent les auteurs.

Source: Le Monde

Un nouveau conseiller communal communiste en région liégeoise

En profond désaccord avec la dérive actuelle du Parti socialiste, Germain Vossen, conseiller communal à Fexhe-le-Haut-Clocher, commune de 3 000 habitants située entre Liège et Waremme, vient de rejoindre les rangs du PC. Lors du conseil communal du 24 juin dernier, il déclarait: «*N'étant plus en accord avec la politique d'un parti soi-disant de gauche, je siégerai dorénavant pour le Parti communiste*».

Par ce choix, Germain Vossen n'a pas suivi le chemin de la facilité, mais celui du cœur, des convictions et du courage politique.

Sidérurgie liégeoise : Itinéraire d'une belle victoire syndicale

Début 2003, le Groupe *Arcelor*¹ annonçait sa décision d'arrêter les investissements dans les sidérurgies continentales (Wallonie, Lorraine, Brême,...) : il ne voulait conserver, et développer, que des bassins côtiers (Fos-sur-Mer, Dunkerque, *Sidmar*).

On comprenait vite que cela signifiait la fin de la phase à chaud de Liège (± 10.000 emplois directs et indirects) et des risques majeurs pour les usines du froid (± 5.000 emplois).



Une bataille considérable allait s'engager, avec la *Fédération liégeoise des Métallos de la FGTB* à la manœuvre. Trois fronts étaient ouverts en même temps : l'unité des travailleurs, l'appel à l'entièreté de la population et de ses représentants politiques, la mise en cause de la décision tant sur les plans techniques que financiers. L'intégration de tous ces paramètres, la bonne diffusion des arguments a permis l'élaboration d'une stratégie de pression croissante dont l'expression publique s'est traduite en manifestations successives (Seraing, Bourse à Paris, *Parlement européen* à Strasbourg, conseils communaux, Liège et ses 50.000 participants, Luxembourg...).

Toute cette dynamique a été indispensable pour amener le Groupe *Arcelor* à accepter une négociation sur le plan industriel d'abord, social ensuite.

La négociation va durer un mois (jusqu'à fin avril 2003) pour ses aspects industriels majeurs, mais l'accord complet (y compris le volet social) ne sera obtenu qu'à la fin 2003. Pour l'essentiel, il tenait aux points suivants :

☞ La fermeture complète de la phase à chaud à la mi-2005 est postposée à la mi-2009, sauf pour le haut-

fourneau de Seraing (HF 6), arrêté à la mi-2005 ; mais on exige qu'il soit mis en sommeil (« sous cocon ») plutôt que détruit comme le voulait *Arcelor*.
☞ Création de 2.700 emplois en compensation.
☞ Optimisation des usines du froid.
☞ Développement de la recherche.

On n'a donc pas pu éviter une fermeture, mais elle a été étalée pour donner du temps à une diversification.

Par ailleurs, sur le plan social, il ne pouvait y avoir aucun licenciement, mais un recours large aux prépensions (qu'il fallut négocier 6 ans avant leur prise en cours !), à la formation intensive pour les plus jeunes, à un accompagnement individuel de reclassement...

Ces dispositifs n'ont en rien empêché la critique virulente sur l'hérésie économique que constituait cette fermeture ; mais les fonds de pension, principaux bailleurs de fonds d'*Arcelor*, n'en avaient cure, pas plus qu'un management général méprisant et obtus.

L'arrivée de *Mittal*

En 2006, apparaît un outsider prétendant manger *Arcelor*, pourtant premier producteur mondial d'acier. Le groupe

Mittal lance une offre publique d'achat ! En Europe, bien des pays et même des organisations syndicales vont se liguer à *Arcelor* dans un esprit étroit de nationalisme économique.

À la FGTB liégeoise, on tiendra un tout autre discours : voyons voir le projet industriel de *Mittal* ; nous connaissons celui d'*Arcelor* : cela ne pourrait être pire ! Les gouvernements fédéral et wallon embrayent et nous en profitons pour replacer l'idée d'un maintien de la ligne à chaud et d'une relance du HF 6.

À force de ténacité, malgré un isolement quasi-complet, les métallos FGTB s'acharnent à valoriser le potentiel industriel liégeois jusqu'à en porter l'idée chez M. Mittal en personne.

La démonstration en devient chaque jour plus pertinente : le froid de Liège souffre d'une insuffisante alimentation depuis Dunkerque ; les tableaux comparatifs des sites européens avaient été « habillés » pour dévaloriser Liège, on en avait diabolisé l'organisation syndicale...

En visite à Liège fin février 2007, Lakshmi Mittal découvre en fait bien des atouts et, pour lui sûrement, des opportunités.

Si rien ne transparait encore, un basculement cependant se produira ce jour-là après l'entrevue avec les cadres locaux, après le contact avec les organisations syndicales, après la visite de certains outils de la phase à chaud.

Une grande étude est commanditée et, à la veille du 1^{er} mai 2007, un soupçon d'espoir se fait jour : la porte s'entrouvre.

À la mi-mai, les choses s'accélèrent : une relance apparaît comme possible à trois conditions, dira-t-on chez *Mittal* : un accord social pour gérer le redémarrage ; la vérification positive d'un bon état du haut-fourneau mis sous cocon ; une assurance de disposer de quotas CO₂.

L'état de l'outil sera estimé d'un bon niveau, avec tout de même un investissement de près de 20 millions d'euros pour une remise en ordre complète ; un accord social sera signé dans ce même mois de mai donnant ainsi un signal fort. Des indications de disposer de quotas CO₂ avaient été présentées un peu confusément peut-être... mais tout pouvait repartir. Le HF 6 est redevenu un chantier où se sont activées des centaines de travailleurs, des dizaines d'entreprises pour remettre le haut-fourneau à neuf. Mais au-delà, c'est toute la phase à chaud qui reprenait vie avec la recomposition d'équipes, des formations intensives, la reconstitution de chaînes logistiques, des wagons-thermos jusqu'aux alimentations énergétiques.

Le facteur CO₂

Cependant, la problématique CO₂ va contrarier la relance : de façon complexe, le bassin liégeois va être pris en otage dans un débat qui dépasse et de très loin sa situation propre. La réouverture prévue en novembre 2007, va être retardée de mois en mois, avec même le spectre de «pas de réouverture du tout».

Vont se mêler les préoccupations pour les années 2008-2009 ; celles plus profondes encore pour 2010-2012 (accords de Kyoto) et celles relatives aux années ultérieures (accords de Bali).

Dans ce ballet, où sont rarement prises en compte les attentes des travailleurs, quantités d'obstacles vont se dresser ; le bassin sidérurgique ne connaîtra ici non plus guère d'avocats ! Il a fallu, une fois

de plus, que la FGTB liégeoise décrète un jour de grève, qu'elle stigmatise l'Europe, les autorités fédérales, wallonnes et le groupe *Mittal* ; se relançant la patate chaude l'un à l'autre, ils risquaient de faire tout capoter.

Enfin, un accord fut trouvé, chacun y mettant du sien pour relancer la phase à chaud et ainsi garantir le principe évoqué depuis début 2003 : le maintien et la diversification d'une sidérurgie intégrée !

Pour autant, aucun des efforts de reconversion n'a été ni abandonné ni retardé : au contraire, l'exigence des 2.700 emplois a été maintenue, l'effort de recherche amplifié et les unités du froid renforcées, si ce n'est le secteur de l'emballage (API), en difficulté structurelle dans l'Europe entière.

Le moment n'est pas venu, pour autant, de se reposer. L'attention doit être de tous les instants : d'autres moments seront difficiles demain. C'est pour cette raison que les métallos ne cessent de demander de nouvelles lignes de production en aval, de développer industriellement ces produits déjà bien mûris (acier à haute résistance, nouveaux revêtements de surface, intégration des préoccupations énergétiques...). Il est aussi demandé que Liège soit retenue comme site pilote dans les grandes installations qui, demain, aboutiront à des réductions importantes d'émission de CO₂.

Contrairement à ce qui se dit ou s'écrit, la relance n'est pas programmée pour cinq ans. Les outils pourront tenir bien plus longtemps : il faut donc de suite engager la bataille pour les nouveaux défis. Mais le fait d'avoir obtenu cette extraordinaire victoire doit rendre confiance et doper toutes celles et ceux que le capitalisme pur et dur a souvent balayés.

Une victoire sur le fatalisme

La sidérurgie constitue un terrain remarquable des évolutions de notre système économique : elle a été au cours des années l'objet de concertations industrielles, ensuite de fusions financières, de développements internationaux, de quotas européens, de privatisations, de restructurations, de mondialisation : on y a vu toutes les formes de batailles entre groupes, de rapprochements

stratégiques, d'OPA amicales, d'OPA hostiles...

Aucune de ces évolutions n'a laissé le monde du travail indifférent : au contraire, il a pesé très puissamment sur le cours des choses en imposant de fait le maintien des outils et leur diversification, la mise sous statut public, les minorités de blocage, les exigences d'investissement, les relances dès que possible, la diversification...

Les virages ont aussi été technologiques, voire en rupture avec le passé.

Mais à tout moment dans cette histoire déjà longue, la FGTB-Métal ne s'est départie d'une ligne de conduite tenue envers et contre tout : un contrôle syndical serré, une lutte incessante pour conserver et faire évoluer les outils de production, un respect des hommes et de l'énergie qu'ils mettent pour disposer d'un outil de travail de qualité garantissant emplois et revenus, tout en étant d'une exigence totale en matière de sécurité. À ce propos, nous devons reconnaître le soutien montré envers notre démarche syndicale par le gouvernement wallon de 2003 présidé par Jean-Claude Van Cauwenberghe, en particulier celui du ministre de l'Économie Jean-Claude Marcourt.

Sur cette récente saga (de 2003 à 2008), quantités d'obstacles se sont dressés, ne laissant pour le commun des mortels aucune chance de survie pour la sidérurgie : les «*il n'y a plus de place pour l'industrie en Europe*» jusqu'aux «*la sidérurgie, cela ne vaut plus la peine, c'est trop vieux*» en passant par «*à l'intérieur des terres, aucun avenir*» ou «*on est bien trop cher*» ou encore «*jamais, on ne peut faire changer une grande multinationale*» ou bien encore «*vous êtes fous, cela n'a plus d'avenir, c'est perdu d'avance*»..., tous ces slogans, mille fois entendus, tous ces obstacles et pièges mille fois dressés n'ont pas arrêté le mouvement social que la FGTB a conduit souvent seule.

JOSÉ VERDIN

¹ Groupe né d'une fusion en 2001 des sociétés Arbed – comprenant Sidmar, Acerdia – surtout implantée en Espagne, Usinor – essentiellement française, ayant elle-même repris Cockerill-Sambre en 1999.

LE MONDE TEL QU'IL VA

NON irlandais :

De l'évasion fiscale à l'évasion tout court

«Qu'ils sont ingrats ces Irlandais qui, après avoir tant profité des deniers de la Commission, osent prendre en otage l'ensemble des peuples européens», disaient les proches de Barroso et Kouchner pour commenter le geste de révolte du 12 juin, oubliant que seuls les Irlandais ont été autorisés à se prononcer sur le Traité de Lisbonne.

C'est ainsi que, profitant d'une permission de sortie via les urnes, l'otage irlandais a fait la belle et provoqué plus qu'une catastrophe, au point qu'on est en droit de se demander si les prémices d'un processus de désintégration n'ont pas commencé ce jour-là.

En effet, il y a des indices révélateurs. Lorsque le député allemand Martin Schultz, chef du groupe socialiste au Parlement européen, attaque violemment le commissaire irlandais Charlie McCreevy, l'estimant responsable du «non» de son pays au référendum parce qu'il avait avoué ne pas avoir lu un texte *«trop compliqué et ennuyeux»*, il réagit en tant qu'Allemand. Parce que McCreevy avait osé contester, en tant que responsable du marché intérieur, certaines pratiques du gouvernement de Berlin, dont celle assurant le contrôle allemand de la composition des capitaux de *Volkswagen*. Et parce que ce «non»-là compromet le processus d'entrée de la Croatie dans la «famille européenne», colère compréhensible si l'on considère l'implication de l'Allemagne dans le processus de création de l'État croate afin, précisément, d'assurer l'hégémonie germanique dans les Balkans.

Mais la chose s'aggrave encore lorsque Nicolas Sarkozy déclare que le résultat irlandais exclut toute perspective d'élargissement. Donc, exit de l'agenda du nouveau président de l'UE l'examen des candidatures de l'Ukraine et de la

Géorgie. Déclarations aussitôt repoussées par le Polonais Donald Tusk, seul apparatchik européen à dépasser Sarkozy en fidélité atlantiste, qui a qualifié d'«inacceptables» la position du Français.

Une belle pagaille s'annonce donc suite à la décision d'un pays, surnommé naguère «le tigre celtique» par ceux-là mêmes qui le dénigrent aujourd'hui et qui fêtaient alors sa croissance économique spectaculaire obtenue par une féroce politique de régression sociale, d'imposition quasi-nulle des profits, d'absence de droits de douane et de salaires quasi-asiatiques. Ce pays, paradis des amateurs d'évasion fiscale était, et reste, champion, toutes catégories, en analphabétisme et en absence de droits sociaux. Ingrats, vraiment, ces Irlandais façonnés dans l'argile du modèle européen et qui osent cracher dans les mains du céramiste.

CCC, Nestlé et usages policiers

Ce fut une agitation médiatique rarement vue accompagnant une autre agitation, policière cette fois, oscillant entre le ridicule et le pathétique. Quelques portes d'appartements bruxellois violemment cassés à l'aube du matin du 5 juin pour appréhender une demi-douzaine de militants d'extrême gauche, dont deux anciens des CCC, accusés cette fois de complicité avec des projets terroristes parce que solidaires d'un groupe politique italien engagé dans l'activisme extra-parlementaire. Les médias ont suffisamment parlé de cette parodie de justice destinée à faire diversion face à l'aggravation des politiques anti-sociales en cours et l'engagement du pays dans la politique militariste de l'administration Bush dans le borbier afghan. Mais destinée également, et surtout, à esquisser les contours d'une politique de répression permanente et d'intimidation de tout mouvement contestataire de nature syndicale, citoyenne et solidaire et ce avec l'utilisation irresponsable et mensongère de l'appellation terroriste.

Hélas, beaucoup moins connue est la dénonciation des amis d'ATTAC-Suisse à propos des pratiques odieuses de collusion entre appareils répressifs d'État, firmes privées de surveillance et sociétés multinationales. Ainsi la *Télévision suisse romande* révélait ce 12 juin que Nestlé avait mandaté la société de sécurité privée *Securitas* (également très active en Belgique) pour espionner et infiltrer le groupe ATTAC du canton de Vaud, occupé à préparer la dénonciation des agissements de la multinationale. *Securitas* a eu alors accès aux recherches, aux sources, aux contacts en Suisse et à l'étranger liés au projet des militants vaudois.

Comme si cette intrusion des multinationales utilisant des méthodes policières contre des activités citoyennes n'était pas assez grave en soi, la télévision romande rapporte que *Securitas* rapportait également ses informations à la police cantonale vaudoise. Autrement dit, non seulement la police n'assumait pas ses fonctions pour réprimer un comportement délictueux, mais tirait bénéfice, en parfait receleur, de ce comportement !

Deuxième enterrement de De Gaulle

Stephen Hadley, conseiller de George W. Bush à la sécurité nationale, avait indiqué en avril, lors du sommet de l'Alliance atlantique à Bucarest, que le président américain souhaitait le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Nicolas Sarkozy n'a pas attendu très longtemps pour donner suite, ce 17 juin, aux desiderata de l'émissaire américain. Fait politique majeur de la politique internationale européenne du 20^{ème} siècle, la politique d'indépendance du gaullisme vis-à-vis de la diplomatie militaire des États-Unis prend ainsi fin très médiocrement dans le cadre du déclin généralisé des résistances à l'hégémonie américaine en Europe.

PABLO RODRIGUEZ

NON à l'agression contre le peuple bolivien!

Décembre 2005, Bolivie. Evo Morales, Indien Aymara et leader syndical, est élu président avec 53 % des voix. Les objectifs progressistes de ce premier président amérindien depuis le XIX^e siècle, candidat au prix Nobel de la Paix 2007, lui ont attiré les votes des Indiens, des pauvres, des ouvriers :

- défense des droits des populations indiennes,
- nationalisation des hydrocarbures,
- mise en place d'une réforme agraire,
- refondation de l'État par l'élaboration d'une nouvelle Constitution garantissant l'égalité de droits,
- reconnaissance des populations indiennes et
- répartition plus équitable des richesses de la nation.

La Bolivie, pays pauvre d'Amérique latine, a une population composée de 55 % d'Amérindiens, 30 % de Métis et 15 % d'Européens blancs. Deux décennies d'un libéralisme effréné ont appauvri toutes les classes défavorisées qui ont enfin vu, en Evo, poindre une lueur d'espoir. Pauvre, la Bolivie? C'est à voir... Pas moins de 26 compagnies multinationales exploitent les ressources naturelles de gaz – les plus importantes d'Amérique Latine – et de pétrole de la Bolivie! Les provinces les plus prospères forment, à l'est du pays, une demi-lune (la *media luna*) face au reste du pays: Pando, Beni, Santa Cruz et Tarija.

Evo se met rapidement au travail. Son gouvernement donne au peuple, en deux ans et demi, davantage qu'en 182 ans d'indépendance: accès gratuit à la santé, à l'éducation, à la sécurité

sociale! Se mettent en place, progressivement, nationalisations, réforme agraire et Assemblée constituante.

Mais ce n'est pas du goût de tous. Evo a affaire à une opposition politique acharnée! Une opposition qui lutte contre un nouveau président pourtant ouvert au dialogue et à la négociation. Un petit pourcentage de la population, celui représenté par le bloc oligarchique et bourgeois, détenait jusque-là le pouvoir politique et d'immenses propriétés terriennes, les *latifundio*: il cherche donc à préserver ou restaurer son pouvoir et ses droits acquis, ne veut rien partager, et ne supporte pas, surtout, qu'un «Indien» gouverne le pays!

La mise en place des réformes constitutionnelles et sociales d'Evo Morales est donc difficile. La plupart des mesures sociales sont freinées par la droite, majoritaire au Sénat. La nouvelle Constitution est votée, en force et en urgence, uniquement par le MAS, le parti du président, en l'absence de l'opposition qui boycotte le vote. La réforme agraire d'Evo Morales est reçue à Santa Cruz, fief des autonomistes et de l'oligarchie, comme une véritable déclaration de «guerre du *latifundio*».

Le 4 mai, le préfet de Santa Cruz passe à l'offensive. Il organise un «référendum» sur les autonomies départementales, anticonstitutionnel, non reconnu par le gouvernement central, ni par l'Organisation des États américains (OEA). Cette «consultation populaire», comme préfère l'appeler La Paz, en fait un véritable putsch séparatiste, se déroule avec un fort taux d'abstention, dans un climat de grande violence et de fraudes avérées. Deux autres départements riches de la *media luna*, Pando et Beni, lui emboîtent le pas à leur tour le 1^{er} juin.

Est-il besoin de préciser que ce processus d'opposition et de séparatisme est attisé et soutenu activement par les États-Unis? L'ambassadeur américain Philip Goldberg, artisan de la balkanisation de l'ancienne Yougoslavie, a même déménagé son bureau de La Paz vers

Santa Cruz – n'hésitant pas à s'afficher et y tenir ouvertement des réunions de «travail» avec les sécessionnistes.

Le 24 mai, Evo annule une visite commémorative officielle à Sucre, devant les troubles violents organisés depuis la veille par des groupuscules extrémistes en étroite collaboration avec l'oligarchie. Des paysans et des élus locaux venus accueillir le président sont pourchassés, encerclés et pris en otages par ces groupes, pour être finalement gravement humiliés, sous les pires injures racistes, sur la place publique.

Devant cette dérive, le président Evo Morales a décidé, courageusement et démocratiquement, de convoquer un référendum révocatoire à la date du 10 août et, ainsi, de remettre en jeu son mandat, ainsi que celui des préfets. Deux questions seront posées au peuple, portant sur son accord ou non quant à la politique de la Présidence d'une part, et quant à celle des gouverneurs de provinces d'autre part.

Cependant, aux dernières nouvelles, les préfets opposants de Pando, Beni, Santa Cruz et Tarija ont rejeté ce référendum, sous prétexte que les territoires concernés bénéficient d'ores et déjà d'un statut autonome accordé par consultations publiques. La véritable raison, bien sûr, est qu'ils craignent plutôt une monumentale déroute électorale. Mais pourquoi à présent les autonomistes craignent-ils tant ce référendum révocatoire, alors qu'ils prétendent jouir d'une reconnaissance populaire par référendums départementaux... On peut se poser des questions!

THIERRY PINOLET

Le Parti Communiste Wallonie-Bruxelles a émis un communiqué – lisible sur son site Internet www.particomuniste.be – et l'a envoyé à l'Ambassade de Bolivie à Bruxelles. Il y dit clairement : «Non à l'agression contre le peuple bolivien!» et y affirme notamment «sa solidarité sans faille avec les travailleurs, le peuple bolivien et son président».

Les communistes et la gauche italienne après la victoire de Berlusconi

Encore une fois, aujourd'hui, l'Italie est sous le pouvoir de la droite et ses composantes néo-fascistes, racistes, ultralibérales, cléricales et mafieuses.

Encore une fois, et plus que jamais, en Italie, la gauche a perdu et est divisée.

Divisée entre le *Partito Democratico* (PD) – pas vraiment de gauche, mais dernier avatar de la dérive modérée, néo-centriste, opportuniste et révisionniste d'une partie de l'ancien PCI avec les héritiers de la DC –, les communistes de *Rifondazione Comunista* (PRC) et des *Comunisti Italiani* (PdCI), et d'autres petites organisations sociales-démocrates, vertes, trotskistes, etc. La division des forces de gauche, et aussi leurs incertitudes et ambiguïtés, a contribué à la grande victoire de la droite de Berlusconi, Fini et Bossi, et à la plus grave défaite de la gauche dans l'histoire républicaine : pour la première fois depuis 1946, les communistes et les socialistes ne sont pas représentés au Parlement italien, et ils doivent se repenser et se réorganiser comme forces «extra-parlementaires».

Mais, que s'est-il passé ? Après deux années du gouvernement Prodi avec l'*Unione*, les élections anticipées des 13-14 avril ont trouvé les partis de gauche, et spécifiquement les communistes, en situation très difficile : quand Berlusconi et ses confrères ont été délogés en 2006 par l'alliance de centre-gauche sur la base d'un programme progressiste de rénovation politique, sociale et économique du pays, les grands espoirs que cela a suscité ne se sont pas concrétisés, à cause de la grande pression des forces les plus conservatrices de la coalition et des «pouvoirs forts» des entreprises, de l'armée, des néo-libéraux et du Vatican. Et aussi à cause de la faiblesse et des erreurs des mêmes forces de gauche, qui n'ont pas été capables de résister à ces pressions et de garder un lien clair et actif avec les instances sociales qu'elles représentent, les travailleurs,

les jeunes, les mouvements. La participation à un gouvernement qui n'a pas donné de réponse aux questions sociales a coûté très cher aux partis de gauche et a engendré déception et hostilité parmi le nombre croissant de mécontents.

Finalement, quand le gouvernement Prodi a chuté, lâché par les centristes, la gauche est restée écrasée entre le revanchisme populiste de la droite et le projet modéré et opportuniste du PD. En plus, la formation d'une coalition «Gauche-Arc-en-ciel», entre communistes (PRC, PdCI), sociaux-démocrates (SD) et Verts, a été une opération hâtive, forcée par les dirigeants des partis, et sans âme ni personnalité, pour supprimer, dans les contenus et les symboles, l'identité et les expériences des communistes (les plus importantes composantes de la coalition !), au nom d'une «innovation» vers une soi-disant «gauche moderne et diffuse». Et ceci a provoqué encore plus de critiques et de méfiance entre les militants et les électeurs.

La somme de tous ces éléments et d'autres a mené au désastre électoral de la gauche, en dessous du seuil minimal de 4 % pour obtenir des députés et des sénateurs. Hors du Parlement !

Que faire ?

Après le déluge, les communistes du PRC et du PdCI ont ouvert une phase de réflexion et de débat, jusqu'à leurs congrès de juillet, en cherchant des réponses et en évaluant les perspectives et alternatives politiques, sociales et organisationnelles pour le présent et le futur : la reprise d'un projet de «gauche» sans adjectif – mais potentiellement plus générique et modéré –, ou la consolidation des actuels partis pour rouvrir le dialogue et la coopération avec d'autres forces, mais sans perte d'identité, ou la possibilité de réunir les deux partis en un seul, plus fort et plus cohérent : un Parti communiste, pour la défense de politiques alternatives, anticapitalistes, pacifistes et écologistes, et en même temps ouvert à la coopération sur des thèmes spécifiques avec d'autres forces de gauche, pas néces-

sairement communistes, mais en se rappelant que «sans les communistes, il n'y a pas de gauche».



En tout cas, il est très important que, aujourd'hui, tous les membres et militants des partis communistes italiens participent à ce débat, afin que, quelle soit la décision prise, elle soit démocratique et partagée, et que nous retrouvions le contact et la confiance du peuple de gauche.

Ici, en Belgique, nous avons de très bons exemples de collaboration du PRC et du PdCI : les «communistes ensemble» travaillent sur des thèmes concrets pour les citoyens italiens à l'étranger, comme les questions sur le réseau consulaire et les services publics, les associations, l'identité et l'intégration, la culture et l'information, la représentation et la participation politique, etc. Tout ça, sur base d'une politique d'entente, de bonne volonté et de «savoir faire», avec l'engagement personnel des militants et aussi l'appui fraternel d'autres camarades de partis et organisations locaux (en particulier le Parti Communiste Wallonie-Bruxelles). D'autres expériences similaires ont lieu aussi dans d'autres pays européens : il s'agit d'une importante et originale contribution des Italiens à l'étranger, intéressante aussi pour les camarades en Italie, afin de rassembler les forces communistes et de gauche alternative, anticapitaliste, pacifiste et écologiste dans l'effort commun pour «un autre monde possible et nécessaire».

**CERCLE DE RIFONDAZIONE
COMUNISTA DE BRUXELLES et
SECTION DE BELGIQUE DES
COMUNISTI ITALIANI**

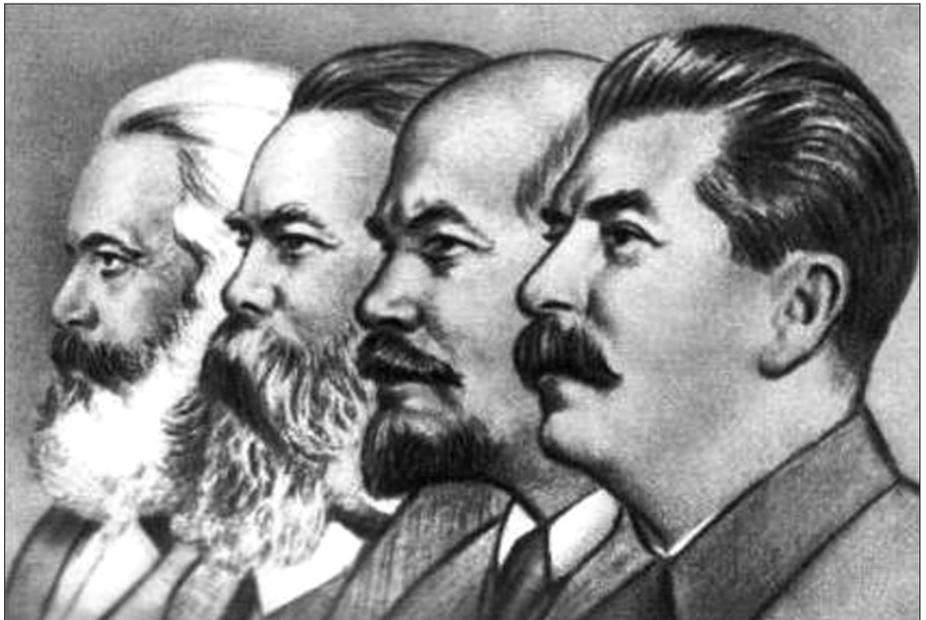
LES MALENTENDUS D'OCTOBRE (III)

Questions sur les mystères du grand Ogre rouge

Nous publions ici la suite et la fin du triptyque de Jean-Marie Chauvier consacré à la révolution d'Octobre, entamé dans notre DR n° 20.

4. «Pouvoir des soviets» ou dictature d'un parti ?

En Octobre, dans l'esprit de la majorité populaire (y compris bolchevique) qui soutient la révolution, c'est bien du «pouvoir des Soviets» qu'il s'agit. Et, pendant longtemps, c'est ce pouvoir des assemblées, cette démocratie directe ou représentative de la «dictature des ouvriers et des paysans» que des millions de gens s'efforceront de faire vivre. Mais pour Lénine et Trotski, les soviets ne sont que des auxiliaires du parti. Dans un premier temps, il faut y conquérir l'hégémonie. Le comportement des Bolcheviks n'est pas foncièrement différent de celui des autres partis : chacun s'efforce de dominer les soviets. La logique «particratique» l'emporte toujours sur la logique du «pouvoir populaire». Comme dans la démocratie parlementaire, il y a «substitution» des partis aux populations qu'ils sont censés représenter. Ce «substitutisme», très caractéristique de l'intelligentsia russe, des élites qui veulent «éduquer» le peuple, le sortir de la misère et de l'ignorance, est au cœur du léninisme. Les circonstances de la guerre civile vont d'ailleurs charger le parti communiste russe d'organiser une



armée, un État, de reconstruire une économie, et même de «recoller quelques morceaux» de l'Empire éclaté. Ce dont lui sauront gré des nationalistes hostiles au communisme mais reconnaissant *«le mérite des Bolcheviks d'avoir sauvé la Russie de l'effondrement total»*¹.

Au lendemain d'Octobre, on est encore loin de cette édification d'un «parti-État». Le «pouvoir des soviets» n'est pas

une fiction. Leur «bolchevisation» est encore à venir. Elle se fera à la faveur de la guerre civile et internationale où chacun se voit obligé de «choisir son camp», au détriment de tout pluralisme. L'hostilité du monde extérieur et le «cordon sanitaire» organisé autour de l'URSS vont évidemment favoriser la paranoïa de la «citadelle assiégée».

Très rapidement, d'ailleurs, le «bolchevisme» servira à désigner un pouvoir et une idéologie bureaucratiques, et plus tard une dictature personnelle terroriste qu'il est plus juste de qualifier de «staliniennes». La mort de Lénine en 1924, le succès des positions de Staline en faveur d'une URSS centralisée et, après 1927, d'une collectivisation forcée, de même que les couches sociales sur lesquelles il s'appuie, nous éloignent peu à peu du bolchevisme originel et *a fortiori* de Lénine, qui avait ses idées propres (contraires à celles de Staline et différentes de celles de Trotski) sur la coopération volontaire à la campagne, le caractère fédéral de l'Union, la condamnation répétée, quelques mois avant sa paralysie en 1923, du bureaucratisme, du «chauvinisme grand-russien» ou de la «morgue communiste».





5. La révolution «prématurée»?

La critique d'Octobre la plus fondamentale émane des marxistes classiques: la Russie sous-développée n'était pas «mûre» pour le socialisme. Octobre fut «prématuré» et Lénine commit une erreur fondamentale de perspective, tant sur les potentialités de la société russe que sur les chances d'une révolution mondiale.

L'erreur de perspective est indéniable, pour autant que Lénine ait espéré cette révolution – ce qui fut le cas – et qu'il ait cru au socialisme en Russie – ce qui ne fut pas le cas en Octobre, mais bien un peu plus tard, en promulguant le «communisme de guerre», une politique militaire d'urgence que les «gauchistes»

du parti interpréteront comme «le passage immédiat au communisme», avec abolition de l'argent et du marché.

Cette erreur, Lénine devait la reconnaître implicitement en 1921, au moment de lancer la NEP, la nouvelle politique économique, ce deuxième régime soviétique qui ne misait plus sur le socialisme à court terme, ni sur la révolution mondiale, manifestement «postposée», et restaurait les libertés marchandes en même temps qu'un capitalisme sous surveillance. En cela, les Bolcheviks réalisaient les revendications des paysans rebelles et de la révolte de Kronstadt, sauf sur un point: la dictature du parti unique, qui allait au contraire se renforcer jusqu'au sein même du parti, où furent supprimés les fractions et le droit de tendance.



Mais la question, finalement, est de savoir de quel «Octobre» et de quelle «révolution» l'on parle: celle qu'ont imaginée, très contradictoirement, les communistes, les anarchistes, les paysans communautaires... ou celle qui s'accomplit réellement, dans la contradiction et l'interaction de multiples facteurs matériels, sociaux, internes et internationaux? Comment pouvait-on rêver de communisme, de société fraternelle, de partage équitable dans un pays exsangue, affamé, épuisé et détruit par les guerres, où la réaction de chacun est avant tout de survivre et de s'emparer du moindre bout de pain? Il est sans doute difficile de séparer la révolution «idéale» de l'autre. L'une se dit, se chante, se joue sur les tréteaux, s'élabore dans l'art ou dans les théories utopistes, l'autre se fait dans la boue et le sang. L'une et l'autre sont «réelles», mais l'une est idéale, l'autre matérielle.

Quant aux projets les plus libertaires, ils seront radicalement et violemment déçus lors de la répression de l'insurrection de Kronstadt en 1921. C'est là que, pour de bon, se séparent le rêve anarchiste (les soviets sans la dictature du parti) et la révolution telle qu'elle se développe réellement sous la conduite des Bolcheviks. Les anarchistes diront désormais: la «contre-révolution». Mais la réalité est qu'une AUTRE révolution que celle rêvée a bien lieu – «révolution» au sens de changement radical du système social avec tout ce que cela comporte: dictature bolchevique et capitalisme d'état (selon les termes de Lénine en 1921), mais aussi ébauches de collectivisme, alphabétisation, émancipation féminine, création artistique, luttes sociales et culturelles des années vingt, avant le tournant stalinien de 1927 qui va structurer un régime très différent de celui s'est jusque-là esquissé. On peut bien sûr estimer qu'Octobre, Lénine et Trotski ont semé «les germes» du stalinisme – mais c'est un autre débat, qui déborde notre propos.

La révolution qui se produit effectivement en Russie tout au long de l'année 1917 et au-delà – avec ou sans la permission et le «coup de pouce» décisif de Lénine – est le fruit d'une société en crise, d'une guerre mondiale de destruction massive et d'une irruption des masses sur la scène politique. Du vide politique aussi, formé après l'été

par la débâcle du gouvernement provisoire. Ce fruit était-il trop mûr ou trop vert? Si Lénine s'était abstenu de le «cueillir», est-on sûr que les fruits du désespoir social et de la révolte n'auraient pas continué à mûrir, que les mouvements populaires se seraient arrêtés? Et si Lénine, au lieu de tenter l'aventure, avait conseillé au peuple révolutionnaire de rentrer chez lui, celui-ci aurait-il obéi, baissé les bras, bravement attendu le retour des seigneurs, des grands patrons, des Kornilov? Sans doute était-il souhaitable que l'épreuve ne débouche sur une dictature et une guerre civile. Mais la bourgeoisie était-elle disposée aux concessions indispensables? Les généraux, les hobereaux, la droite libérale et les alliés occidentaux n'étaient-ils pas déterminés à faire marcher l'Histoire à

n'étaient pas des dames d'œuvre des beaux quartiers, ni des militants d'*Amnesty International*... et qu'ils n'avaient pas derrière eux les expériences du «socialisme réel». Pas même ces avancées fulgurantes de la «modernité» que furent Auschwitz et Hiroshima...

L'Octobre rouge ne fut certes pas complètement un mythe ou une utopie: «la terre aux paysans» et l'abolition de leurs dettes, c'était réel, «les fabriques aux ouvriers», c'était l'expérience en cours, «la paix aux peuples», on allait l'essayer, «le pouvoir des soviets» s'installait. Et puis, en principe du moins, les femmes allaient pouvoir choisir leur mari, les enfants et les adultes s'asseoir sur les bancs de l'école. Une vie nouvelle commençait. Rien moins que confortable, mais nouvelle.

que les anarchistes et les soulèvements paysans des années 1918-20.

La «dictature du prolétariat», donc, bientôt exercée en son nom par «l'avant-garde» bolchevique, elle-même supplantée après la guerre civile par une caste dirigeante, en l'occurrence une jeune bureaucratie de souche populaire, rejointe par d'anciens fonctionnaires tsaristes, allait bientôt recruter dans le prolétariat et la paysannerie le personnel du nouvel «état prolétarien», bâti dans les années vingt et lui-même capté, colonisé et supplanté par la caste stalinienne et sa super-police «au-dessus du Parti».

L'État reconstruit, au-delà d'une guerre civile ravageuse, allait s'occuper bien moins «du communisme» que de relever le pays de ses ruines, de le moderniser selon les modèles du «monde civilisé» euro-américain, tout en recourant à des méthodes «asiatiques» effroyables – tel l'esclavagisme du Goulag – de construire une puissance militaire et de la préparer à une guerre inévitable avec le monde extérieur². Mais qui pouvait imaginer ce proche avenir au lendemain d'Octobre 1917, voire au début des années vingt, alors que tant de possibilités s'ouvraient à l'émancipation sociale, à l'éducation et à la culture, aux mouvements de libération sociale et nationale à travers le monde?

Le stalinisme, la guerre et le génocide nazi, le socialisme «réel» et le dénouement du 20^{ème} siècle n'étaient pas à l'ordre du jour des vainqueurs, ni des vaincus ou des dissidents d'Octobre. Selon l'adage bien connu, les hommes faisaient l'Histoire, mais ne savaient pas l'Histoire qu'ils faisaient.

JEAN-MARIE CHAUVIER



reculons? Et si la contre-révolution avait précédé l'«Octobre rouge», avec les réactions qu'on peut imaginer dans les usines, les casernes, les communes rurales, n'aurait-on pu reprocher à Lénine et aux Bolcheviks leur imprévoyance, leur pacifisme irresponsable, leur faillite historique? Un succès de la contre-révolution aurait-il permis d'éviter la guerre civile... ou l'aurait-il accélérée d'une autre façon? Et puis, la terreur rouge a-t-elle suscité la blanche ou l'inverse? On peut allonger la série de questions, porter de multiples jugements politiques et moraux, très confortables en ces débuts de 21^{ème} siècle. Au moins faut-il se souvenir que les acteurs de la révolution russe

Et pour les enfants de serfs et d'ouvriers qui allaient bientôt voir s'ouvrir à eux les *rabfak*, les facultés ouvrières, les discriminations positives dans l'accès aux études, les responsabilités à tous les niveaux, c'était une formidable promotion sociale. Cette montée de la «plèbe» est peut-être ce qui reste de plus épouvantable dans la mémoire collective de l'intelligentsia, des élites bourgeoises.

Un fruit d'Octobre plus amer pour les masses révolutionnaires, et qui n'était pas visible au premier coup d'oeil, ni même très réel, c'était le pouvoir d'un seul parti, la dictature, que dénonçaient tant les sociaux-démocrates modérés

¹ Dès 1919-20, des milieux blancs et plus tard le courant «eurasien» de l'émigration se rallieront, pour cette raison, au régime soviétique. Actuellement, des nationalistes russes tiennent le même discours, et les nationaux-communistes du P.C. de Guennadi Ziouganov vont dans le même sens: la révolution a eu des aspects gauchistes destructeurs, mais elle a permis de sauver et de reconstruire la Russie.

² ...Qui prendra la forme de l'invasion nazie de juin 1941.

Rendez-vous sur le site

www.particomuniste.be

Une certaine laïcité sur la selle



Stimulant à plusieurs titres, *Du bon usage de la laïcité*, ouvrage collectif dirigé par Marc Jacquemain et Nadine Rosa-Rosso, cherche à définir les contours d'une laïcité responsable face à la résurgence de ce qu'ils nomment une «laïcité de combat», inutilement agressive et risquant de se confondre avec des conceptions élitistes ou même racistes. Ainsi, selon les auteurs, la bataille de ces laïques contre l'ostentation de signes religieux à l'école² vise, quoiqu'on dise, le foulard islamique avec, en plus, une approche susceptible de nourrir un racisme anti-immigré sournois alimenté par moult peurs et fantasmes.

Pour ce faire, Jacquemain et Rosa-Rosso partent de la nécessaire différenciation entre une laïcité «politique» (séparation de l'État de toute église) et une laïcité «philosophique» (à tonalité athée et hostile à toute référence religieuse), en prônant la suprématie de la première. Ils reprochent aux «laïcistes combattants» de rester fixés dans une sorte d'obsession

antireligieuse à prédominance anti-islamique et de ne pas tenir compte de l'environnement social, politique et international dans leur traitement du problème. L'intitulé (*N'ayons pas peur de nos élèves, aimons-les*) et la fin de la contribution de Rosa-Rosso (selon laquelle c'est la foi de quelques jeunes universitaires musulmanes qui aurait contribué à leur émancipation) sont les moments les moins forts d'un texte pourtant assez solide dans son plaidoyer pour la tolérance qu'une société, fondée sur le respect des droits de l'individu, doit manifester. Elle souligne également l'absence de participation et de libre jeu démocratique lors de la formulation des règlements internes des établissements scolaires où les élèves et leurs parents ne sont jamais parties prenantes.

De son côté et sur un ton très polémique, Jean Bricmont consacre un argumentaire à la contradiction fondamentale entre les démarches anti-ostentatoires et les normes juridiques en vigueur. *«Il est évident que la conception libérale du droit s'oppose à toute interdiction de ce type. [...] Propager le rationalisme [...] est incompatible avec la notion libérale du droit [...] Faire une loi visant à protéger les enfants contre les pressions familiales [...] est une utopie totalitaire»*. Rien de moins. Quant à la question de la «soumission», Bricmont suggère l'hypothèse (encore le foulard libérateur?) que ces filles puissent voir *«dans le voile une façon de s'insurger contre la soumission de la génération antérieure (celle de leurs parents, NDLR) à la société occidentale»*, sans se demander s'il ne pourrait aussi s'agir du passage d'une soumission à une autre. Qu'à cela ne tienne, le sujet est, pour

Bricmont, quasi-géopolitique, puisque, parlant des «opposants» au voile, il estime qu'il est *«absolument tragique»* qu'ils servent d'*«idiots utiles du sionisme et de l'impérialisme américain»* car ils n'ont *«aucune compréhension de l'Histoire et des aspirations des peuples»*.

Paul Delmotte ne touche pas directement au sujet, mais nous présente un cadre historique bien utile pour saisir l'évolution politique des rapports entre les colonies et leur métropole. Ensuite, Paul Lowenthal, présenté comme *laïc catholique*, nous semble plutôt avoir un discours de *«catholique laïc»*. Franc partisan du financement de l'enseignement religieux par l'État (ce qui correspondrait à sa vocation), il est convaincu de l'intérêt général propre à la foi et aux convictions religieuses *«en raison des effets socialement utiles qu'ils génèrent»*.

La difficulté de commenter en quelques lignes un tel ouvrage et d'en exposer toute sa richesse vient de la diversité de ses approches et de ses thématiques, même si elles se présentent sous un dénominateur commun, celui de résister à ce *«laïcisme de combat»*. Relevons tout de même quelques carences: la critique de ces laïques est quasiment toujours une critique d'une conception perçue comme totalisante. Or, il s'agit souvent chez ceux-là d'une volonté de sauvegarder l'enseignement public et l'accès libre aux savoirs, menacés, selon eux, par une vague islamisante identitaire et, surtout, prosélyte. Certains aspects majeurs de la problématique sont éclipsés, comme le droit des jeunes femmes victimes de contraintes (sauf quelques lignes dans le texte de Van Raemdonck), voire carrément ignorés, comme la prétention des mâles à vouloir gérer la visibilité du corps féminin.

PABLO RODRIGUEZ

LA CITATION DU MOIS

«Il ne suffit pas au capitalisme international de bouleverser l'infrastructure économique, ni de modifier à son avantage le mode de production: il veut davantage, s'attaquer à la superstructure, changer l'homme, la société, la vie, le quotidien et les valeurs, tout ce qui tendait à la solidarité, au collectif, au bien commun».

(Extrait de *Metaleurop, paroles ouvrières*, Frédéric Fajardie)

Du bon usage de la laïcité

Ouvrage collectif dirigé par Marc Jacquemain et Nadine Rosa-Rosso, Éditions Aden, Bruxelles, 230 p., 15 €.

¹ Voir à ce sujet le débat initié dans le DR n° 18 qui suscita également de nombreuses réactions sur la toile.

Histoire d'un immigré gantois en Gaume

«Avec ta gueule de flamand» est le titre de l'ouvrage de souvenirs recueillis par l'ancien sénateur Jacques Liesenborghs auprès d'un habitant de Gérardonville, un village de moins de 300 habitants en Gaume. Il s'agit de Marcel Baetslé, né en 1916 à Poesele, à 20 km de Gand, et qui viendra s'établir, à l'issue de la Seconde guerre mondiale, d'abord en Lorraine française, puis en Wallonie.

L'itinéraire et les souvenirs de ce cultivateur flamand illustrent, en réalité, une page de l'histoire de Belgique dans laquelle vont se reconnaître celles et ceux, qu'ils soient Flamands ou Wallons, qui ont été amenés à trimer pour nourrir et élever de grandes familles. Il s'agit aussi d'une histoire qui exprime le bonheur de partager le peu qu'on a, ainsi que la fierté d'accomplir un travail manuel.

«Avec ta gueule de Flamand» avait lancé, mais avec tendresse, un vrai Gaumais à Marcel Baetslé, témoin, en chair et en os, d'un métissage qui marche sur deux fortes pattes culturelles. Aujourd'hui, le «pépère» demeure très attentif à l'évolution du monde et de la vie de son village, lui qui aura été un pilier de l'école, du club de danse et de fêtes en tous genres.

Son père était déjà allé travailler en Wallonie et ne revenait chez lui que le



samedi et le dimanche. Marcel travaille d'abord dans des fermes pour «aider ses parents» jusqu'à ce qu'éclate la Seconde guerre mondiale et la campagne des 18 jours. Le nonagénaire raconte sa «drôle de guerre» et puis son mariage avec une jeune femme de moins de vingt ans qui «voulait avoir des enfants». Le couple en aura quatorze.

Puis, après la guerre, c'est le «grand bouleversement», car la vie était trop difficile en Flandre à cette époque. La famille s'installe d'abord à Saint-Pancré,

en France, non loin de Longwy et de la frontière belge. Là, elle connaît, dans un premier temps, des problèmes de langue. La famille fait ses emplettes en Belgique car là «il suffisait de retourner le paquet pour tout voir inscrit en flamand». Et puis, c'est à nouveau la Belgique et plus précisément Saint-Rémy où Marcel Baetslé loue quelque 40 ha. Enfin la famille s'établira à Gérardonville où elle achète, en 1959, une ferme pour la somme de 175.000 francs.

Le mot de la fin revient à Marcel Baetslé qui est l'archétype de l'homme du peuple qui a construit sa vie sur le partage et dont la maison, qui est demeurée un havre de chaleur humaine, ne désespère jamais. Évoquant sa descendance, il dit : «Qu'ils soient tous en bonne santé et qu'ils se tiennent tous ensemble. Qu'ils boivent un bon coup quand on est mort. Il faut quand même achever les bouteilles et c'est plus moi qui les boira!». Quelle philosophie!

JOSÉ VANDERVEEREN

«Avec ta gueule de Flamand», souvenirs de Marcel Baetslé recueillis par Jacques Liesenborghs, éditions «Couleur livres», 80 pages, 9 €.

Informations :

071 32 63 22 ou

http://www.couleurlivres.be/images/PI_gueule_flamand-BD.pdf

Acharnement judiciaire : Re-belote pour Bahar et les militants DHKP-C!

Ce mardi 24 juin, le verdict – tout simplement scandaleux – est tombé. Le Président Edward Forrier, au nom de la Cour de Cassation (deuxième Chambre flamande), a donné entièrement raison au Procureur Johan Delmule. Dans un texte lapidaire, dont la lecture n'a pris que huit minutes, la plus haute Cour s'est ainsi entièrement rangée à l'avis du magistrat fédéral, contestant l'Arrêt prononcé le 7 février dernier par la Cour d'Appel d'Anvers.

Conséquence directe du jugement prononcé ce jour? Un nouveau procès, le quatrième depuis 1999, sera donc

intenté contre les 7 membres présumés de l'organisation turque DHKP-C (dont Bahar Kimyongür), mais devant la Cour d'Appel de Bruxelles cette fois.

On s'en souvient : à travers un procès mené de manière tout à fait exemplaire, les juges anversoises avaient démonté chacune des charges montées à l'encontre des prévenus par J. Delmule, et abouti – au terme de six audiences ayant respecté les droits de la défense – à un constat d'évidence : peu importe que les prévenus en soient membres, «dans ses activités menées en Belgique, le DHKP-C n'y a été ni une

association de malfaiteurs, ni une organisation criminelle, ni un groupe terroriste». Manifestement, la Cour de Cassation n'a pas voulu en tenir compte.

Au mouvement démocratique de tirer toutes les conséquences d'un tel acharnement. Contre un glissement pernicieux mais progressif vers une Justice «à l'américaine», les forces progressistes de notre pays doivent opposer un front du refus. Le plus large possible.

Rédigé à partir du communiqué du 24 juin du CLEA (Comité pour la liberté d'expression et d'association).

POUR LA RÉOUVERTURE DES ENQUÊTES SUR LE

11 SEPTEMBRE

POUR LA SECONDE FOIS, UNE MANIFESTATION EUROPÉENNE SE TIENDRA

LE DIMANCHE 7 SEPTEMBRE 2008

À 14 H

AU ROND-POINT SCHUMAN À BRUXELLES

POUR EXIGER LA RÉOUVERTURE DES ENQUÊTES
SUR LES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2001

La plate-forme: «*En solidarité avec les citoyens états-uniens, nous exigeons une nouvelle enquête indépendante sur les attaques du 9/11, qui furent prétextes à trop de guerres et de mensonges. À un recul dramatique de vos/nos libertés civiles (lois "anti-terroristes", prisons secrètes, "patriot act", etc...). Nous voulons le retrait des troupes européennes d'Irak, d'Afghanistan. Nous voulons une législation qui garantisse la neutralité de la Toile, interdise clairement l'utilisation des puces électroniques (RFID) sur les humains et combatte les autres menaces électroniques contre nos libertés. Nous voulons un contrôle démocratique des institutions financières (FMI, BM, etc.) et des médias de masse, mais avant tout nous souhaitons que vous vous réappropriiez votre vie.*

DES CITOYENS DE NOMBREUX PAYS EUROPÉENS PARTICIPERONT À CETTE MANIFESTATION. CETTE ANNÉE, ELLE BÉNÉFICIE DU SOUTIEN DE DIFFÉRENTES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES. LE CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde) ET ATTAC-BRUXELLES, ENTRE AUTRES, SOUTIENNENT LA PLATE-FORME D'UNITED FOR TRUTH. D'AUTRES CONFIRMATIONS SONT ATTENDUES.

United For Truth a fait son apparition en septembre 2007 en organisant la première euro-manifestation appelant à soutenir la majorité de citoyens états-uniens qui demandent une contre-enquête au sujet des attaques du 11 septembre. Cet événement est coordonné par deux artistes belges, Julez Edwards et Olivier Durruti, aidés par une dizaine de personnes à travers l'Europe.

VOUS TROUVEREZ DES INFORMATIONS PLUS ÉTAILLÉES SUR LE SITE:

WWW.UNITEDFORTRUTH.ORG

Où trouver le DR ?

Arlon: Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand:** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière:** Librairie Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I, 7100 La Louvière. **Liège:** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons:** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur:** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai:** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai.

Bruxelles: •Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles
•Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles •Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Press Shop Place de Brouckère
• Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles. **Charleroi:** Librairie Nouvelle Rencontre, 4 Passage de la Bourse, 6000 Charleroi.



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable: Claude Coussement

Adresse: 4, rue Ruppe
1000 Bruxelles

Tél.: 0477 202 953
0478 822 084

Adresse électronique: dr@belgi.net

Abonnement 11 numéros: 15 €
- à l'étranger: 23 €

Abonnement de soutien: 25 et 50 €
Chômeurs, étudiants: 8 €

Banque ING: 310-1877676-36

ATTENTION! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci!

Sommaire

L'invité du mois

Lothar Bisky: L'Europe néolibérale et militariste a échoué!

Propos recueillis par
Pablo RODRIGUEZ, pp. 2 et 3

Social

Chômage en diminution ou statistiques manipulées?

Le FURET, pp. 4 et 5

Parade réussie contre le dumping social à la Poste allemande! Et chez nous?, p. 5

Chronique des libertés

Martial et Kemal, deux révoltes pour un même désespoir.

Bahar KIMYONGÛR, p. 6

Débat

Réponse à Jean Bricmont: De quelle «gauche» parle-t-on?

Jean-Marie CHAUVIER, p. 7

Environnement

Le Hainaut, nouveau centre du ski européen?

Jean-François PONTÉGNIE, pp. 8 et 9

Social

Sidérurgie liégeoise: L'itinéraire d'une belle victoire syndicale

José VERDIN, pp. 10 et 11

International

LE MONDE TEL QU'IL VA:

Non irlandais:

De l'évasion fiscale à l'évasion tout court
Pablo RODRIGUEZ, p. 12

Non à l'agression

contre le peuple bolivien!

Thierry PIGNOLET, p. 13

Les communistes et la gauche italienne après la victoire de Berlusconi

Cercle de RIFONDAZIONE COMUNISTA de Bruxelles et Section de Belgique des COMUNISTI ITALIANI, p. 14

Histoire

LES MALENTENDUS D'OCTOBRE (III et fin):

Questions sur les mystères du grand Ogre Rouge

Jean-Marie CHAUVIER, p. 15 à 17

Livres

Une certaine laïcité sur la sellette

Pablo RODRIGUEZ, p. 18

Histoire d'un immigré gantois en Gaume

José VANDERVEEREN, p. 19